

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Mercredi 4 janvier 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX 0,50 F

EDITORIAL

BONNE ANNEE ?
CELA DEPENDRA DE NOTRE
CLAIRVOYANCE ET DE
NOTRE DETERMINATION

Une année chasse l'autre. Et l'on se souhaite la bonne année. Les gouvernants aussi nous la souhaiteront. Giscard présentera son message et ne manquera pas de mettre en avant l'action du gouvernement pendant l'année 77. Car selon ces gens là, si cela ne va pas bien, nous devons admettre que cela aurait pu être pire. Et ils nous demandent de ne pas trop nous plaindre.

La belle excuse au chômage et à la cherté de la vie, c'est que nous ne sommes pas les seuls à les subir. La crise est mondiale nous disent-ils et il faut bien en prendre son parti.

Mais d'un autre côté ils nous abreuvant de belles paroles sur ce qu'ils font pour lutter contre cette crise.

Pour nous travailleurs, au cours de l'année qui s'est écoulée, nous avons surtout vu le chômage s'étendre encore. Les travailleurs du bâtiment de la Martinique ont été, par milliers, jetés à la rue. Et on parle d'en arriver là en Guadeloupe également. Pour les travailleurs agricoles et les petits paysans, c'est le dénuement le plus complet, c'est la misère sans fard.

Ceux d'entre nous qui avaient l'espoir de trouver du travail en France, perdent peu à peu cet espoir. Car les difficultés d'embauche se font plus grandes. Et certains qui avaient quitté les Antilles s'en reviennent au pays.

Où, la situation est grave pour les travailleurs. Elle est dramatique pour beaucoup d'entre nous.

Les partis qui sont au gouvernement les FPR, PR et cie n'osent même plus nous faire des promesses. Ils nous demandent ouvertement de supporter patiemment notre mal.

Les autres partis, ceux qui aspirent à remplacer au gouvernement les Barre-Stirn et consort, les partis de gauche eux, nous demandent de les soutenir et leur faire confiance.

Mais eux non plus, pas plus que les premiers, ne s'engagent sur aucune mesure sérieuse pour mettre fin à la crise et améliorer réellement notre sort.

Comme les autres ils sont prêts, ces Mitterrand et autres hommes de gauche, à gérer les affaires des capitalistes au mieux des intérêts de ceux-ci.

Car pour faire face à la crise, pour l'enrayer, il faudrait s'en prendre aux

(suite page 2)

GUADELOUPE

Ciments Antillais :
la direction ne manque pas de cynisme !

A l'heure où nous écrivons, l'activité dans le secteur du Bâtiment en Guadeloupe continue d'être considérablement ralentie, du fait du manque de ciment. En effet, les travailleurs des Ciments Antillais ont entamé une grève depuis le 14 décembre, pour obtenir la réintégration d'un chauffeur licencié, la garantie d'un plan de formation pour assurer la promotion professionnelle, enfin le paiement d'une prime annuelle de production, égale à 10 % du salaire mensuel.

La direction, dans un premier temps, avait prétendu qu'elle ne pouvait pas payer la prime demandée. Par la suite, elle s'est permise de dire aux représentants du personnel qu'elle pouvait le faire, mais qu'elle ne paierait pas "par principe". C'est au nom de semblables "principes" qu'elle tient à licencier le chauffeur, quitte, a-t-elle même laissé entendre, à le reprendre dans quelques mois (on sait ce que valent de telles promesses dans la bouche d'un patron).

A l'en croire, la direction ne serait pour rien dans cette affaire, et le conflit serait totalement "artificiel". Personne, affirme-t-elle, n'accepterait de conserver un chauffeur ayant "... réussi l'exploit d'avoir trois accidents en quelques mois". Le licencié serait "un

acte élémentaire de gestion" (...) "aucun syndicat responsable ne déclencherait et n'entreprendrait une grève pour un tel motif" (sic). Pour la prime, la revendication serait injustifiée, les travailleurs touchant un 1^{er} mois et ayant, toujours d'après la direction, des salaires de 15% supérieurs aux secteurs les mieux payés (dans le privé) aux Antilles françaises. Elle conclut en laissant entendre que ce mouvement fait partie d'une "stratégie" du syndicat pour bloquer le bâtiment en Guadeloupe.

De tels arguments sont à la fois grossiers et cyniques. Ainsi, défendre l'emploi de leur camarade serait pour les travailleurs faire preuve "d'irresponsabilité" ! Le licencié, un "acte élémentaire de gestion" ! Les patrons de Beauport, ceux qui ont fermé les usines, les entreprises du bâtiment qui tombent brusquement en "faillite" et s'enfuient avec le salaire des travailleurs ne tiennent pas un autre langage. Ce sont "des actes élémentaires de gestion". Qu'importe pour eux ce qu'il peut advenir des ouvriers ainsi jetés à la rue. Si accepter tout cela sans rien dire, c'est être "responsable", alors les travailleurs des Ciments Antillais ont raison de ne pas l'être !

MARTINIQUE

CE SONT LES PATRONS
QUI ORGANISENT LE CHOMAGE

On ne cesse de nous rebattre les oreilles de l'action du gouvernement contre le chômage. Pourtant rien ne change et nous sommes toujours aussi nombreux à être sans emploi.

Or du travail il y en a en réalité. Soit que de nombreux travaux pourraient être entrepris pour améliorer les conditions de vie des travailleurs, soit que ceux qui travaillent font trop d'heures.

Une diminution générale du temps de travail pourrait dégager des emplois.

Les exemples que nous citons ci-dessous sont édifiants :

SATOM : LES PATRONS ORGANISENT LE CHOMAGE

Au chantier de Ducos, les Ferrailleurs font un travail très dur. Ils sont 14 à faire le boulot de 28. Alors que dans le même temps ces messieurs hypocrites prétendent à la radio qu'ils

luttent contre le chômage.

La direction de l'entreprise ne veut pas embaucher d'autres ouvriers et c'est cette volonté là qu'elle nous fait comprendre, clairement.

A nous de leur faire entendre notre volonté à nous.

L'embauche de nouveaux travailleurs

(suite page 2)

J. BIBRAC

Directeur de publication : ~~XXXXXXXXXX~~
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
7ème supplément au mensuel 82

GUADELOUPE

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE BEAUPORT: LES LICENCIEMENTS SONT RAPPORTÉS

Les travailleurs de Beauport ont contraint la direction de l'entreprise à reculer. Les licenciements prévus par les patrons ont été rapportés.

Si les travailleurs de Beauport ont obtenu satisfaction et empêché les capitalistes de Beauport de jeter à la rue leurs camarades, c'est grâce à la vigueur et à la détermination de leur riposte.

En effet, dès mercredi 21, quand il fut évident pour tous les travailleurs que la direction ne voulait pas revenir sur ces licenciements, ceux-ci engagèrent alors la lutte. Ils se mirent en grève illimitée. Mais ils ne se contentèrent pas d'attendre le bon vouloir des patrons.

Le Mardi 27 les patrons étaient "coincés" dans leur voiture et maintenus en place par les travailleurs pendant plusieurs heures. Puis ils furent conduits dans leur bureau où les négociations devaient alors reprendre. Là encore ces patrons ne voulant pas revenir sur les licenciements, les grévistes les gardaient enfermés pour donner le temps de réfléchir.

Après intervention du maire de Port-Louis et de la préfecture, c'est finalement le lendemain à Basse-Terre à la préfecture que les négociations continuèrent.

Le préfet et les patrons se rendirent compte qu'ils ne pouvaient faire autrement que céder. Car déjà les travailleurs étaient sur place et s'apprêtaient à réagir à Basse-Terre même si satisfaction ne leur était pas donnée.

Il faut noter encore que toute la population était solidaire des grévistes.

Et lorsque, devant l'attitude des patrons, ils firent appel aux travailleurs de Port-Louis pour venir les renforcer à l'usine, ceux-ci, hommes, femmes, enfants, furent très nombreux à répondre.

Cette victoire des travailleurs de Beauport est donc celle de la détermination, de la combativité et de la solidarité ouvrières.

Mais les travailleurs de Beauport doivent rester vigilants. Car la direction a admis leurs revendications que contrainte et forcée. Dès qu'elle estimera que la colère et la détermination seront retombées, elle reviendra en arrière. Il faut rester mobilisés.

GRANDE-TERRE

Après la sécheresse, la pluie cause des pertes aux agriculteurs

Après une longue période de sécheresse, la pluie est tombée de façon très abondante sur la Guadeloupe au cours du mois précédent, particulièrement au nord de la Grande-Terre, dans la région de l'Anse-Lartrand.

La conséquence de cela, c'est que de nombreux agriculteurs voient leurs récoltes d'ignames ou autres racines perdues, les tubercules pourrissant dans un sol incanable d'absorber toute l'eau qui s'est déversée sur lui.

La malchance semble donc s'acharner sur les agriculteurs de cette région, qui voient leur travail réduit à néant, soit par manque de pluie, soit cette fois par des précipitations excessives.

Mais n'y faut-il voir que de la malchance ? En fait, la fatalité est loin d'être seule en cause. La sécheresse qui a causé la ruine de bien des petits paysans de Grande-Terre aurait pu être combattue efficacement, si les travaux d'irrigation dont on nous promet depuis

des années la réalisation avaient été effectués. Inversement, l'existence de canaux de drainage permettrait d'éviter les conséquences dramatiques de chutes excessives de pluie. Mais voilà, aucune politique de l'eau en matière agricole n'existe aux Antilles, et particulièrement en Grande-Terre. Les travaux nécessaires à une telle politique dépassent, certes, les moyens individuels de petits agriculteurs.

Mais réaliser un tel aménagement ne serait rien, à condition que ceux qui dirigent le pays (actuellement, l'administration française) le décident réellement. L'eau existe en abondance en Guadeloupe proprement dite : il suffit de l'amener en Grande-Terre. De grands travaux sont nécessaires ? Eh bien, n'y a-t'il pas des dizaines de milliers de chômeurs dans ce pays ? La vérité, c'est que permettre à la Guadeloupe de développer son agriculture n'intéresse pas l'administration coloniale.

EDITORIAL

(suite)

intérêts et aux biens des riches possédants.

Les partis communistes de France et des Antilles qui critiquent - à juste raison Mitterrand et le PS ne sont pas eux non plus décidés à faire davantage.

Car si demain ils sont appelés au gouvernement avec Mitterrand ce sera eux aussi pour gérer la crise. Et si celle-ci s'aggrave, comme Mitterrand, ils s'en prendront aux travailleurs. Ils défendront eux aussi une politique d'austérité contre nous. Politique faite de salaires bloqués, de prix élevés etc... suivant le bon vouloir des capitalistes.

Face à cela, que cette année nous voie, nous travailleurs, suffisamment clairvoyants pour n'accorder notre confiance à aucun de ces partis, qu'ils soient de droite ou de gauche. Que 78 nous voie plus conscients et plus résolus à ne compter que sur nos forces pour faire de notre vie autre chose que ce qu'elle est aujourd'hui. Aspirons de toutes nos forces à nous battre pour créer une société nouvelle débarrassée des parasites capitalistes. Ce sera alors une des premières conditions pour conquérir le bonheur.

MARTINIQUE

CE SONT LES PATRONS... (suite)

pour une répartition du travail entre tous.

A L'ENTREPRISE ABSALON : LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT PAS ACCEPTER LE RETOUR DE L'ESCLAVAGE.

L'Entreprise Absalon oblige les travailleurs à se mettre à sa disposition tous les jours et même les dimanches sous prétexte de travaux spéciaux.

Absalon veut tout simplement agrandir ses profits sur le dos des travailleurs, en leur demandant des efforts impossibles.

Que les travaux d'Absalon soient spéciaux ou pas cela ne nous regarde pas. Il n'a qu'à prendre ses deux mains pour les faire ou bien embaucher des chômeurs.

Déjà 40H de travail par semaine c'est trop.

Qu'il nous laisse en paix durant les quelques heures de repos que nous laisse le travail;

CAMELEC : REFUSONS LES LICENCIEMENTS.

L'entreprise CAMELEC a décidé de licencier 8 Travailleurs pour fin de chantier, parmi eux figurent 3 délégués du personnel.

Ainsi voilà un prétexte tout fait pour licencier les 3 délégués du personnel, qui sont des travailleurs combattifs.

Car à CAMELEC, on ne veut pas que les travailleurs revendiquent. C'est la règle pour ces patrons de combat qui veulent ôter toute velléité de lutte, et d'organisation chez les travailleurs.

Et c'est là la raison principale de ces licenciements.

Mais c'est là n'a pas l'air de marcher si bien pour ces patrons car les travailleurs sont décidés à se battre et à s'organiser contre tout licenciement.

VIETNAM-CAMBODGE: QUAND LES NATIONALISMES S'OPPOSENT

Depuis quelques jours, de violents combats opposent le Vietnam et le Cambodge.

Les Cambodgiens accusent les Vietnamiens de se livrer à des attaques sur un front de 700 Km et de se livrer au pillage pour faire face à une famine qui sévit dans leur pays. De son côté, le gouvernement Vietnamien accuse les Khmers de se livrer à des atrocités lors d'incursions dans leur territoire.

A vrai dire, on ne sait pas dans cette affaire qui, du gouvernement cambodgien ou Vietnamien a raison ou tort.

Mais il est un fait, c'est que ces deux états nationalistes de même nature dirigés par la petite bourgeoisie radicale se battent chacun pour des intérêts nationaux étrangers aux intérêts des travailleurs et des pauvres de ces pays.

Que des grandes puissances, URSS, Chine, USA, tentent là encore de gagner en influence, cela non plus ne serait pas étonnant. Le sud-est asiatique, comme l'Afrique reste l'enjeu sanglant de leurs intérêts politiques et financiers.